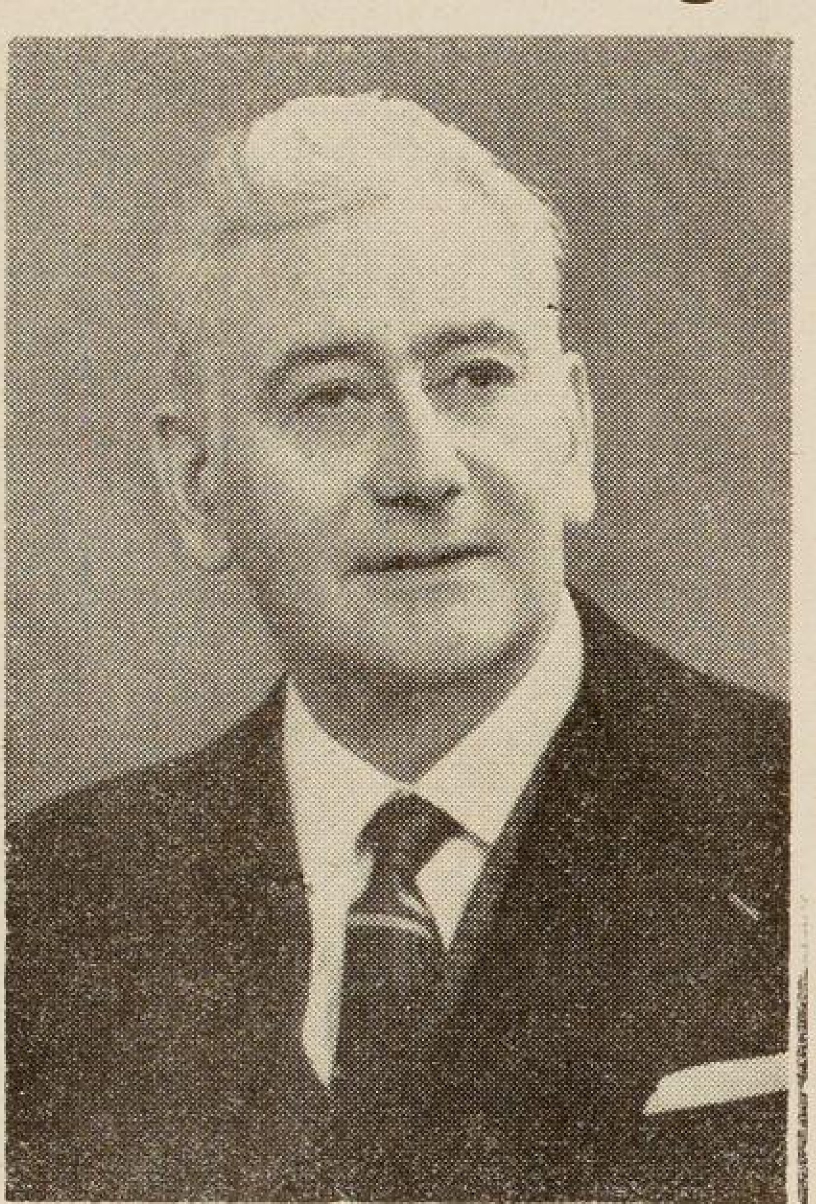
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'EURE — (Circonscription des ANDELYS)

Élections Législatives
du 18 Novembre 1962

Georges AZÉMIA



Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1939-1945

MAIRE DE VERNON

VICE-PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL

Président de la Commission des Finances et Membre de la Commission Départementale

Président de l'Office des H.L.M. de l'Eure

Vice-Président du Comité de l'Habitat Rural

Vice-Président de l'Association des Maires

Délégué Cantonal

Membres de nombreuses organisations départementales d'Equipement et d'Action Sociale :

Eaux, Electricité, Construction, Enseignement, Lutte contre l'Incendie, Sport, Tourisme, Aide à l'Enfance, Assistance à la Famille, Pupilles, Amis des Vieux.

Candidat Socialiste S. F. I. O.

Enfant du pays, ancien militant syndicaliste, le dévouement de **Georges AZEMIA** est suffisamment connu pour qu'il soit superflu de le présenter. Tout le monde connaît sa profonde bonté qui l'a conduit à se pencher sans cesse sur ceux qui souffrent. Tout le monde peut juger de l'efficacité de son activité pour le bien de la communauté, pour l'équipement et l'expansion de notre région.

Il a un passé de réalisations sur lequel il peut et souhaite être jugé. C'est pourquoi de nombreux élus des communes lui apportent leur soutien.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Jacques COURTOIS

Conseiller Municipal de Radepont

Délégué Cantonal

Jacques COURTOIS, choisi comme suppléant, est né le 6 août 1926 à Fleury-sur-Andelle. Il est employé dans la métallurgie.

Depuis 1953, la confiance de ses concitoyens l'a appelé à être membre du Conseil Municipal de Radepont. Il s'est dépensé en faveur de l'école comme délégué cantonal, en faveur des Anciens, de la Musique, dont il est le vice-président, des sports.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Mêlé depuis mon jeune âge à la lutte syndicale en faveur de la justice sociale, la vie m'a appelé, depuis 1945, à des fonctions administratives sur le plan local et départemental. J'ai ainsi personnellement ressenti combien la stabilité était indispensable pour assurer les réalisations.

Ce qui est vrai sur le plan local l'est encore plus sur le plan naitonal.

Le pays a souffert des crises ministérielles répétées, dues à la conjonction des extrêmes parmi lesquels le R.P.F., ancêtre de l'U.N.R.. Il veut et nous voulons la stabilité. Celle-ci sera réalisée complètement (elle n'est encore que relative puisqu'on a connu six ministres de l'Education Nationale depuis 1958, 5 à l'Intérieur, 3 aux Finances, 4 à l'Agriculture, 7 à l'Information, etc...) que lorsqu'on aura institué le gouvernement de législature que nous préconisons.

La République doit se moderniser et assurer l'équilibre des pouvoirs où le judiciaire sera exempt de pressions, où le législatif aura sa juste part et où l'exécutif, dans le cadre de la légalité, exercecra son autorité.

A nos yeux, voici les principales tâches :

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL.

— Garantir et ordonner l'expansion continue de l'économie par un plan démocratiquement établi qui évite les crises et assure l'égalité entre travailleurs des villes et des campagnes;

— Faire intégralement bénéficier les différentes catégories de producteurs des fruits de cette expansion par un véritable plan social, élaboré en accord avec les organisations syndicales et non par des projets « vaseux »et d'ailleurs jamais réalisés comme la soi-disant association capital-travail ;

— Assurer aux anciens et aux infirmes des moyens de vie décents, automatiquement réajustés en fonction des prix et de la production.

— Réaliser enfin une véritable réforme fiscale car chacun a pu constater que les « réformettes » récentes, malgré le grand bruit fait autour, n'ont pas fait disparaître l'effroyable complexité et l'injustice du système actuel ;

— Accélérer les investissements, au lieu de les limiter, pour fournir du travail aux jeunes générations qui arrivent en masse ;

— Faire l'immense effort nécessaire pour loger correctement les jeunes et leurs familles et construire d'urgence pour les rapatriés.

— Assurer par une réforme fondamentale de l'enseignement le libre et l'égal accès de tous aux études quelle que soit la fortune des parents ;

— Garantir à tous les travailleurs des villes ou de la campagne, artisans, commerçants, exploitants, une efficace et juste protection sociale et médicale.

— Sauvegarder les droits des Anciens Combattants ;

— Et surtout opter entre l'armement atomique (bombes, avions, sous-marins) qui oblige à augmenter le budget de la Défense Nationale malgré la fin de la guerre d'Algérie, c'est le choix du pouvoir actuel et de l'U.N.R. et la construction des écoles, des logements, le bien-être comme nous le voulons.

EN MATIÈRE AGRICOLE :

— Organiser les marchés pour garantir la vente de la production ;

— Défendre l'exploitation familiale par une juste indexation des prix, la limitation des cumuls, et l'octroi des crédits d'équipement.

EN POLITIQUE ETRANGÈRE :

— Construire l'Europe, non celle des alliances mais celle des peuples, étape nécessaire à un monde uni.

Mais rien ne sera possible si nous ne sauvegardons pas la Paix. Pour y parvenir, sans céder aux chantages, le seul moyen est de travailler au désarmement général, simultané et contrôlé par une loyale collaboration au sein des organismes internationaux et dans le respect de nos alliances.

Dans mes tâches d'administrateur communal et départemental, j'ai pris ou soutenu de nombreuses initiatives dans bien des domaines, que ce soit pour le logement, les écoles, l'équipement et les finances des communes rurales, hanté par le souci de créer pour tous de meilleures conditions de vie.

Dans ma tâche immense qui reste à accomplir, je mettrai toutes mes forces au service du bien public, avec ma foi démocratique et son sectarisme comme j'en ai donné l'exemple dans ma vie.

J'ai mesuré pleinement l'engagement que je prends à votre égard et les devoirs qui seraient miens si vous me faites confiance.

Georges AZEMIA.

Imp. Lequesne-Vernon